



Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 7 au 13 août 2020

Le 14 août 2020

Résumé

Région : Le Fonds de développement du SARC a approuvé des dons pour un montant global de 7,7 M USD pour sept de ses Etats membres afin de mettre en œuvre des projets pour lutter contre la pandémie de Covid-19. La Banque asiatique de développement a publié une étude d'impact qui retient notamment deux scénarii d'évolution des remises des expatriés dans les pays en développement d'Asie.

Afghanistan : Le vice-ministre des Finances Abdul Habib Zadran, et le Directeur du Fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afghanistan (AIF) ont coprésidé une réunion du groupe de travail.

Bangladesh : Selon les données provisoires du BBS, la croissance économique s'est élevée à 5,2 % sur l'exercice budgétaire échu au 30 juin dernier. Prévisions optimistes de la banque britannique *Standard Chartered* pour le Bangladesh. L'extrême-pauvreté double en un an au Bangladesh pour atteindre 20 % ; dix ans de progrès s'envolent. La bourse de Dhaka retrouve des niveaux d'avant-crise, le nouveau Président du gendarme de la bourse veut « rétablir l'ordre sur les marchés ».

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : La confiance des consommateurs à un étiage le mois dernier en Inde selon une enquête de la Banque centrale. L'indice de la production industrielle affiche un repli de 16,6 % en g.a en juin 20, après une contraction nettement plus marquée en mai de 33,9 %. L'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) fait ressortir une augmentation des prix de 6,9 % en juillet. *Autres informations* : L'Inde notifie à l'OMC son intention de rendre obligatoires le test et la certification des produits de télécommunications vendus, importés ou utilisés dans le pays.

Maldives : Forte baisse du commerce extérieur au premier semestre 2020. COVID-19 : 248 M USD d'aides des bailleurs multilatéraux.

Népal : Fort mouvement de licenciements en raison de la pandémie de Covid-19. Le Népal n'a été en mesure de recevoir l'an passé que 5 % des Fonds promis par les États-Unis dans le cadre de son « *Millennium Challenge Corporation Nepal Compact* ».

Pakistan : Moody's Investors Service réaffirme des perspectives stables pour le Pakistan après avoir placé le pays sous examen pour déclassement au milieu de la pandémie. L'accord entre le Pakistan et l'Arabie saoudite pour la fourniture de 3,2 Mds USD de pétrole sur paiements différés a expiré il y a deux mois, mais la décision pour son renouvellement reste en suspens. La production manufacturière à grande échelle s'est contractée pour la deuxième année consécutive à - 10,2 % en 2019/20. Selon les analystes économiques, la faible productivité du Pakistan dans tous les secteurs d'activité serait l'un des principaux obstacles auxquels l'économie pakistanaise est confrontée depuis des décennies. Le Pakistan pourrait être confronté à une grave pénurie de gaz d'ici la fin de l'année 2021.



Sri Lanka : Victoire du gouvernement aux élections législatives, Mahinda Rajapaksa reconduit au poste de Premier ministre. Baisse des transferts financiers des migrants au premier semestre 2020. Augmentation du déficit public à 3,9% du PIB sur la période janvier-mai.

REGION

- **Le Fonds de développement du SARC (FDS) a approuvé des dons pour un montant global de 7,7 M USD pour sept de ses Etats membres afin de mettre en œuvre de projets en réponse à la pandémie de Covid-19.** Le Bhoutan, le Bangladesh, les Maldives, le Népal, le Pakistan ont obtenu 1 M USD, Sri Lanka 1,2 M USD et l'Afghanistan 1,54 M USD. Grâce à ces subventions, les ministères de la santé des pays bénéficiaires respectifs pourront améliorer les installations de soins intensifs et d'isolement dans les centres de santé régionaux, acheter des kits EPI, des ventilateurs, des kits de test et renforcer la surveillance, avec une sensibilisation à la santé et une mobilisation sociale particulièrement ciblée sur les pauvres et les défavorisés.
- **La Banque asiatique de développement (BAsD) a publié une étude d'impact de la pandémie de Covid-19 sur la migration internationale, les remises des expatriés et les ménages bénéficiaires dans les pays en développement d'Asie.** Selon le scénario de base retenu, les remises globales diminueraient de 57,6 Mds USD en 2020, dont 31,4 Mds USD en Asie Pacifique. L'impact le plus fort pour les remises dans la région Asie reflète la part plus importante de celle-ci des travailleurs migrants dans le monde. L'Asie du Sud serait la sous-région la plus impactée, avec 18,3 Mds USD de remises en moins (58, % de la perte totale de remises), devant l'Asie du Sud-Est (6,2 Mds USD, 19,7 % du total). On observe que la baisse attendue des envois de fonds vers l'Asie concerne en premier lieu le Moyen-Orient, qui représente 53,7% à 16,8 Mds USD, suivi par la baisse de ceux en provenance des États-Unis, 30% ou 8,8 Mds USD. Selon le scénario extrême retenu (retour à la normale des économies de la région après une année), les remises globales pourraient chuter cette année de 108,6 Mds USD, dont 54,3 Mds USD en Asie. Là encore, l'Asie du Sud serait la sous-région la plus touchée, avec une perte de remises estimée à 28,6 Mds USD, devant l'Asie du Sud-Est (11,7 Mds USD). En termes de régions à l'origine de la baisse des remises des expatriés d'Asie du Sud, le Moyen-Orient arrive en tête avec 65,8 %, devant les États-Unis, 21,8%.

AFGHANISTAN

- **Le vice-ministre des Finances (et Gouverneur suppléant de la BAsD), Abdul Habib Zadran, et le Directeur du Fonds fiduciaire pour les infrastructures en Afghanistan (AITF) ont coprésidé une réunion du groupe de travail virtuel.** A cette occasion les participants, dont des représentants de 13 organisations internationales, ont pu évoquer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des projets financés par l'AITF, mais aussi les défis et les mesures d'amélioration qu'il convenait de prendre afin d'améliorer la coopération future.

Le gouvernement afghan a souligné pour sa part les besoins croissants de développement des infrastructures (évalués à plusieurs milliards d'euros) et a salué les contributions de la BAD et des partenaires financiers à l'AITF. Ce dernier, créé en décembre 2010, offre aux contributeurs individuels, bilatéraux et multilatéraux la possibilité de s'associer à la BAsD pour financer les investissements dans les infrastructures et améliorer les conditions de vie du peuple afghan.



BANGLADESH

- **Selon les données provisoires du BBS, la croissance économique s'est élevée à 5,2 % sur l'exercice budgétaire échu au 30 juin dernier.** Déjouant les pronostics pessimistes de la Banque mondiale, les données provisoires du *Bangladesh Bureau of Statistics* (BBS) font ressortir une croissance du PIB de 5,2 % à prix constants sur l'exercice budgétaire 2020, après une expansion très soutenue de 8,15% en année budgétaire 2019 et de 7,9 % l'exercice précédent. Il s'agit cependant du plus faible taux de croissance observé depuis 18 ans (+ 4,4 % en 2001/2002). Les données définitives sont attendues en octobre et pourront donner lieu à quelques corrections, compte tenu de l'impact de la pandémie particulièrement marqué sur les 3 derniers mois (avril-juin). Ce résultat inattendu, bien que conforme aux dernières estimations du ministère des Finances (5,2%), déjoue pour l'instant les anticipations de la Banque mondiale, qui avait ramené à +1,6% ses prévisions en juin dernier, comme celles du FMI (+3,8%).

Les principaux indicateurs à retenir sont une progression de la consommation de 9,5 %, de 12 % pour l'épargne et de 10,6 % pour l'investissement. Exprimé en ratio de PIB, l'investissement atteint 31,8 % contre 31,6 % l'exercice précédent (l'investissement privé progresse à 23,6 % et l'investissement public à 8,1 %) ; l'épargne brute s'élève à 30,1 % contre 29,5 % un an auparavant. Tous les secteurs d'activité ont eu logiquement une croissance en baisse par rapport aux niveaux atteints lors de l'exercice budgétaire 2019, année record. L'agriculture enregistre une hausse de 3,1 %, l'industrie de 6,5 % (contre +12,7 % un an avant), les services progressent de 5,3%. L'industrie manufacturière est logiquement la plus touchée par la baisse d'activité : sa progression en prix constants passe de +14,2 % à +5,8 %.

- **Prévisions optimistes de la banque britannique *Standard Chartered* pour le Bangladesh.** Le Chef économiste pour l'ASEAN et l'Asie du Sud pronostique que seuls le Vietnam et le Bangladesh enregistreront dans sa zone une croissance positive en 2020. Elle devrait atteindre sur l'exercice budgétaire 2020, échu au 30 juin dernier, 1,9 %, malgré un second trimestre sinistré, et s'élever à 5,6 % pour l'exercice suivant, avec un rattrapage en V. Le Bangladesh pourra capitaliser sur un faible endettement public (estimé à 38% de PIB fin juin dernier) pour emprunter sur les marchés financiers, et bénéficier d'une monnaie stable vis-à-vis du dollar US, avec des réserves monétaires historiquement hautes à 37 Mds USD fin juillet. La balance des paiements devrait afficher un excédent conséquent en 2021. La bonne tenue des transferts des migrants et la reprise des exportations observée depuis juillet sont des signaux positifs sur la sortie de crise.
- **L'extrême-pauvreté double en un an pour atteindre 20 % ; dix ans de progrès s'envolent.** La crise du coronavirus et le confinement du pays pendant deux mois et demi auront eu raison de dix ans de progrès sur le front de la lutte contre la pauvreté. D'après la *Planning Commission*, le taux de pauvreté et d'extrême-pauvreté s'élèvent respectivement à 29,4 % et 20,5 % en juin 2020, contre 20,5 % et 10,5 % en juin de l'année passée. Ces niveaux sont inédits depuis 2010 et mettent fin à une tendance à la baisse depuis au moins trois décennies. Les think tanks *Centre for Policy Dialogue* et *South Asian Network on Economic Modelling* estiment que le niveau de pauvreté devrait continuer à grimper et atteindre entre 35 et 41 % d'ici à la fin de l'année. Cette forte augmentation, en plus de mettre en évidence la fragilité des progrès enregistrés à ce jour, va rendre difficile l'atteinte de l'objectif 1 des Objectifs de Développement Durable. Le gouvernement visait un taux de pauvreté à 18,6 % en 2020, 14,4 % en 2025 et 9,7 % en 2030. Un foyer en situation d'extrême-pauvreté est un foyer dont les dépenses sont inférieures ou égales au coût d'un panier de 11 aliments permettant d'atteindre 2122 kcal/jour/personne.



- **La bourse de Dhaka retrouve des niveaux d'avant-crise, le nouveau Président du gendarme de la bourse veut « rétablir l'ordre sur les marchés ».** Portée par des annonces macro-économiques positives (reprise des exportations et des envois de fonds des expatriés en juillet, pic des réserves de change), la bourse de Dhaka a vu son indice principal, le *DSEX*, gagner 16% en 3 semaines (coté 4711 le 13 août contre 4.077 le 22 juillet dernier). L'indice boursier de référence retrouve ainsi des niveaux d'avant-crise après un plongeon à 3.600 points mi-mars et une fermeture inédite de la bourse pendant plus de 60 jours. Les échanges sur la première place boursière sont nettement en hausse, avec un volume d'échanges quotidiens supérieur à 10 Mds Tk (100 M€) depuis plusieurs jours contre à peine 0,4 Mds Tk lors de la réouverture, et 3,8 Mds et 6,1 Mds Tk en moyenne respectivement en 2019-20 et 2018-19.

Les récentes mesures prises par la nouvelle équipe de la BSEC, le gendarme de la bourse, semblent également avoir rassuré les investisseurs. Le nouveau président de la BSEC l'a affirmé, il veut « rétablir l'ordre sur les marchés ». Les nombreuses entreprises cotées qui ne respectaient pas les obligations de détention par les membres du conseil d'administration (au moins 2% des parts pour chaque administrateur ; au moins 30% des parts pour l'ensemble du conseil) se sont vues rappelées à l'ordre avec un ultimatum précis. En parallèle, BSEC élabore un plan d'action pour réduire le nombre élevé de valeurs considérées comme suspectes (53 « junk stocks » aujourd'hui sur 321 titres listés). L'Autorité souhaite séparer le bon grain de l'ivraie : aider les sociétés réellement en difficulté et sanctionner les tricheurs.

INDE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **La confiance des consommateurs à un étiage le mois dernier en Inde selon une enquête de la Banque centrale.** Les citoyens interrogés sont plus pessimistes sur l'emploi et les revenus comme les dépenses. Cette confiance n'a cessé de se dégrader depuis que le gouvernement a imposé le confinement en mars pour lutter contre la pandémie. L'indice s'est encore effondré en juillet pour atteindre 53,8, bien en deçà de la barre des 100, qui représente la ligne de démarcation entre pessimisme et optimisme.

«La perception des consommateurs de la situation économique actuelle, des perspectives en matière d'emploi et de revenus apparaît nettement inférieure à celle qui ressortait de la dernière enquête en date du mois de mai» selon le rapport de la RBI. La plupart des agents économiques qui ont répondu envisagent une réduction des dépenses discrétionnaires et anticipent un tassement de leurs dépenses non essentielles au cours de l'année à venir. Le rapport fournit cependant une lueur d'espoir avec le sentiment, « prudemment optimiste » des consommateurs pour l'année à venir. L'enquête couvre plus de 13 villes indiennes et plus de 5000 ménages.

- **L'indice de la production industrielle (IIP) affiche un repli de 16,6 % en g.a en juin 20, après une contraction nettement plus marquée en mai de 33,9 %.** Cette évolution souligne probablement une certaine reprise de l'activité industrielle après l'assouplissement de mesures de restrictions du confinement induites par le COVID-19. Les attentes du marché étaient pires, avec un consensus Bloomberg de -21,0%. On notera toutefois que l'indice IIP révisé de mai a été compilé sur la base d'un taux de réponse pondéré de 91% (par rapport à 86% initialement) et de 88%.pour juin.



Le secteur manufacturier enregistre un quatrième mois consécutif de décroissance à 17,1% en g.a. (après - 38,4% en mai 20). Sur une base trimestrielle, le secteur s'est contracté en moyenne de 40,9% en g.a au premier trimestre de l'exercice 2020-21, une baisse sans précédent dans la série. En termes de sous-secteurs, à l'exception de celui de la pharma, tous sont en contraction, avec une chute marquée pour les équipements électriques, les véhicules automobiles, les remorques et semi-remorques et les autres équipements de transport. La faiblesse de la demande intérieure et les perturbations de l'offre (difficultés sur le marché du travail, réduction de la consommation de crédit, confiance affaiblie des consommateurs) constituent les principales raisons explicatives de cette situation exceptionnelle.

La production minière s'est contractée de 19,8 % en g.a en juin, contre une chute de 20,5 % en mai, affectée notamment par les mouvements de migration de la main-d'œuvre. Le début de la saison de la mousson et la grève chez Coal India Ltd ont également eu un impact négatif sur l'activité minière.

La production d'électricité a quant à elle enregistré une baisse de 10 % en g.a en juin après une contraction de 14,9 % en mai. Parmi les sources de génération électrique, le thermique et le nucléaire ont été les plus affectés alors qu'un certain soutien est venu de l'hydroélectricité qui a enregistré une forte expansion de 19 % en g. a, grâce notamment à un début de saison de mousson très actif.

- **L'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) fait ressortir une augmentation des prix de 6,9 % en juillet** (contre un chiffre révisé 6,2% en juin). C'est donc désormais un troisième trimestre consécutif où l'inflation est supérieure à la cible retenue par la RBI. La hausse des prix de juillet est surtout liée à l'évolution des prix des denrées alimentaires et de l'inflation sous-jacente (hors produits alimentaires et carburant). Les produits alimentaires ont augmenté de 8,7% en g. a. en juillet, tandis que l'inflation sous-jacente progressait dans le même temps de 5,4% en g.a.

AUTRES INFORMATIONS

- **L'Inde notifie à l'OMC son intention de rendre obligatoires le test et la certification des produits de télécommunications vendus, importés ou utilisés dans le pays**, y compris les dispositifs de rétroaction, les équipements terminaux de transmission et les équipements à bande large, **par le Telecom Engineering Center (TEC) Département**. Dans trois communications distinctes présentées cette semaine au Comité des obstacles techniques au commerce de l'OMC, l'Inde a sollicité les observations des Etats membres de l'OMC sur le régime de certification obligatoire dans un délai de 30 jours. Si les tests obligatoires et la certification des équipements de télécommunications importés visent principalement un pays qui dispose d'une frontière commune avec l'Inde, toutes les importations sont néanmoins visées, quel que soit le pays d'origine.

MALDIVES

- **Forte baisse du commerce extérieur au premier semestre 2020**. Selon le *Maldives Customs Service*, les échanges commerciaux extérieurs se sont élevés à 1,15 Md USD au premier semestre 2020, en recul de -28,1% par rapport au S1 2019 (1,6 Md USD). Ils dégagent un solde déficitaire de -887,8 M USD, inférieur de -25,8% à celui de la même période en 2019 (-1,2 Md



USD). Les exportations ont chuté de -35,5% à 132,2 M USD : elles sont constituées à 54,6% par les produits de la pêche (72,2 M USD) et pour 43% par des réexportations (56,9 M USD). Les importations atteignent 1 Md USD, en diminution de -28,6% en glissement annuel par rapport au S1 2019 (1,4 Md USD). Elles sont constituées pour 21,6% par les produits alimentaires (220,3 M USD), pour 15% par les produits pétroliers (152,7 M USD) et pour 13,7% par des matériaux pour la construction (139,2 M USD).

- **COVID-19 : 248 M USD d'aides des bailleurs multilatéraux.** Les institutions financières multilatérales se sont engagées à fournir aux Maldives 247,8 M USD de financements. Parmi ce montant, 43,35 M sont versés sous forme de dons, 154,45 M en prêts ainsi que 50 M d'investissements. Le Groupe Banque mondiale a apporté 81,05 M USD tandis que la Banque asiatique de développement a contribué à hauteur de 52,3 M USD. Ceux-ci visent à permettre à l'archipel de faire face à la pandémie du COVID-19 et soutenir son économie fortement affectée par la crise.

NEPAL

- **Fort mouvement de licenciements en raison de la pandémie de Covid-19.** Selon la Banque centrale, les entreprises népalaises auraient licencié 22,5% de leurs employés à la suite de réduction d'activité dans de nombreux secteurs, et notamment le tourisme. Une étude de la Banque sur l'impact économique de l'épidémie montre en effet que près de 700 entreprises dans 52 des 77 districts de la nation himalayenne sont touchées et les emplois perdus se situent en premier lieu dans les hôtels et restaurants, puis l'agriculture, la sylviculture et la pêche.

Le Népal a imposé un confinement à l'échelle nationale en mars, après la découverte de cas positifs de coronavirus, qui a mis fin à sa saison printanière d'escalade et de randonnée. Selon le directeur de la *Nepal Rastra Bank* qui a dirigé l'étude, les entreprises, et en particulier les hôtels, auront besoin d'environ 13 mois pour revenir à une situation pré-COVID-19. Les employés auraient subi des pertes de salaire moyennes de plus de 18%, alors même que la pandémie a forcé 61% des entreprises à fermer complètement. La production et le chiffre d'affaires de celles qui sont restés ouverts a été, en moyenne, jusqu'à 73% inférieurs à la normale.

À la suite de l'épidémie, le Népal a abaissé ses prévisions de croissance pour l'exercice qui s'est terminé à la mi-juillet à 2,3%, contre 8,5% initialement. Environ 20% des 30 millions d'habitants du Népal vivent avec un revenu quotidien inférieur à 2 USD et sont fortement dépendants du secteur informel.

- **Le Népal n'a été en mesure de recevoir l'an passé que 5 % des Fonds promis par les États-Unis dans le cadre de son « Millennium Challenge Corporation Nepal Compact » (MCC).** La raison tient au fait que le Parlement n'a pu ratifier le programme. Le MCC était censé déboursier 6 Mds de roupies au cours du dernier exercice et seulement 300 millions ont pu être effectivement décaissés. Le MCC Compact est un vaste programme de subventions de cinq ans dans le cadre duquel des fonds sont octroyés aux pays qui satisfont à certains critères d'éligibilité, démocratie et transparence en particulier. Le Népal a adhéré au MCC Compact en septembre 2017.

**PAKISTAN**

- **Moody's Investors Service a réaffirmé des perspectives stables pour le Pakistan après avoir placé le pays sous examen pour déclassement au milieu de la pandémie.** Après avoir conclu son examen de trois mois, l'agence a maintenu la cote de crédit B3 du pays, signifiant que le Pakistan est capable de rembourser sa dette extérieure. Selon Moody's, l'engagement du gouvernement envers son actuel mécanisme de facilité élargie de crédit du FMI devrait continuer de couvrir ses besoins de financement extérieur au cours des 12 à 18 prochains mois, et fournit un point d'ancrage pour les réformes structurelles en cours. S'agissant des perspectives économiques, Moody's s'attend à une croissance positive au cours de l'exercice 2020/21 situé entre 1 et 2 %. La lente reprise économique devrait également peser sur les recettes publiques, maintenant le déficit budgétaire large à environ 8-8,5 % pour l'exercice 2020/21.
- **L'accord entre le Pakistan et l'Arabie saoudite pour la fourniture de 3,2 Mds USD de pétrole sur paiements différés a expiré il y a deux mois ; la décision pour son renouvellement reste en suspens avec Riyad.** Pour rappel, la Facilité pétrolière saoudienne de 3,2 Mds USD faisait partie d'un paquet de 6,2 Mds USD annoncé en novembre 2018 pour soulager les importations en pétrole du Pakistan. Toutefois, en raison de la crise sanitaire et économique, l'activité économique nationale ainsi que la consommation intérieure ont chuté, provoquant une baisse drastique de la consommation de pétrole et à une sous-utilisation de la facilité saoudienne au cours de l'exercice 2019/20. Le gouvernement de Riyad avait alors demandé le remboursement du solde non-utilisé. Le Pakistan a d'ores et déjà remboursé 1 Md USD à l'Arabie saoudite et continuerait les négociations avec le royaume pour un renouvellement de la facilité pétrolière. Le remboursement pakistanais d'1 Md USD de ces derniers jours explique notamment en partie la dépréciation de roupie pakistanaise de ce lundi, passant à un niveau historique haut de 168,38 PKR pour 1 USD.
- **La production manufacturière à grande échelle (LSM) s'est contractée pour la deuxième année consécutive à - 10,2 % au cours de l'exercice 2019/20.** La contraction survenue lors de cette période est nettement supérieure aux estimations du ministre des Finances qui prévoyait un repli de « seulement » 7,8 %. Les secteurs en contraction pendant la période sous-revue sont : la fabrication de produits textiles (- 10,4 %), le secteur de l'alimentation, des boissons et du tabac (-2,7 %), le secteur pétrolier (- 20,1 %), les produits pharmaceutiques (- 4,4 %), les produits chimiques (-7,8 %), les minéraux non métalliques (- 2,2 %), le secteur automobile (- 43,8 %), la production de produits sidérurgiques (- 17,4 %), d'électronique (- 34,8 %), de produits en cuir (- 9 %), de produits d'ingénierie (- 18,7 %) et de produits en bois (- 44,2 %). Toutefois, d'autres secteurs ont enregistré une hausse de la production telle que la production d'engrais qui ont enregistré une croissance de 4,4 %, les produits du caoutchouc (+ 2,9 %) et le papier et carton (+ 2,3 %).
- **Selon les analystes économiques, la faible productivité du Pakistan dans tous les secteurs d'activité serait l'un des principaux obstacles auxquels l'économie pakistanaise est confrontée depuis des décennies.** En effet, la faible productivité entraîne une augmentation du coût de production, ce qui réduit le profit des producteurs, alourdit le prix final pour les consommateurs nationaux et entraîne une perte de compétitivité au niveau international. Selon les estimations de l'Organisation internationale du travail (OIT), la production par personne en Chine a augmenté de 388 %, celle de l'Inde de 177 %, celle du Bangladesh de 109 % alors que celle du Pakistan n'a augmenté que de 32 % sur la période 2000-2019.



- **Le Pakistan pourrait être confronté à une grave pénurie de gaz d'ici la fin de l'année 2021.** L'assistant spécial du Premier ministre sur le pétrole Nadeem Babar a informé que le pays ferait face à une pénurie de gaz à l'hiver 2021-2022 en raison de la diminution des réserves. Ce dernier a également insisté sur la nécessité de développer de nouvelles entreprises d'exploration et de production ainsi que la conservation du gaz domestique, la rationalisation des mécanismes de prix pour éviter la pénurie.

SRI LANKA

- **Victoire du gouvernement aux élections législatives, Mahinda Rajapaksa reconduit au poste de Premier ministre.** Le parti du gouvernement Sri Lanka Podujana Peramuna (SLPP) a remporté les élections parlementaires du 5 août avec 59,1 % des voix et 145 sièges. Le SLPP échoue de peu à obtenir la majorité des deux-tiers (fixée à 150), le Parlement ayant 225 sièges. Le nouveau parti, Samagi Jana Balawegaya (SJB), est arrivé deuxième avec 23,9% des voix et obtient 54 sièges, devenant ainsi le 1^{er} parti d'opposition. Ce dernier est dirigé par Sajith Premadasa, l'ancien candidat à la présidentielle de novembre 2019. L'*United National Party* (UNP), qui était le premier Parti au sein de la législature précédente (106 sièges), ne compte plus qu'un seul Député. Ranil Wickremesinghe, leader de l'UNP depuis 1994 et ancien Premier ministre, a démissionné de la tête du Parti. Mahinda Rajapaksa, ancien président de Sri Lanka entre 2005 et 2015 et frère de l'actuel président, a été reconduit au poste de Premier ministre le 9 août. Il détient en outre le portefeuille des Finances. Le gouvernement, nommé le 12 août, comprend 27 ministres et 39 secrétaires d'Etat.
- **Baisse des transferts financiers des migrants au premier semestre 2020.** Ceux-ci ont diminué de -8,9% à 3 Mds USD, contre 3,3 Mds USD durant la période équivalente en 2019. Néanmoins, ces transferts ont cru de + 6,7 % en juin 2020 en glissement annuel et atteignent ainsi 572,5 M USD. Ces derniers constituent la troisième source de rentrées en devises du pays, après les recettes générées par les exportations de marchandises et de services. La Banque mondiale estime que les transferts financiers des migrants expatriés vers Sri Lanka devraient baisser de -19% sur l'ensemble de 2020 par rapport aux 6,7 Mds USD de 2019 (7,8% du PIB).
- **Augmentation du déficit public à 3,9% du PIB sur la période janvier-mai.** Les recettes publiques, de 585,3 Mds LKR au cours des 5 premiers mois de l'année, ont chuté à 3,7% du PIB contre 4,9% en 2019 sur la même période. Les dépenses publiques, de 1195,4 Mds LKR sur la période considérée, ont légèrement baissé à 7,6% du PIB contre 7,7% en 2019. Par conséquent, le déficit public a atteint 3,9% entre janvier et mai contre 2,8% sur la période équivalente de l'an dernier. La dette de l'Etat représentait 13 896 Mds LKR (76 Mds USD)¹ à la fin mai 2020 contre 13 032 Mds à la fin 2019 (71 Mds USD), soit une augmentation de +6,63%. A la fin mai, la dette externe de l'Etat était de 6515 Mds LKR (35,6 Mds USD).

¹ 1 USD = 182,837 LKR



Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi

2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, P-H. Lenfant, D. Simon, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 14/08/2020